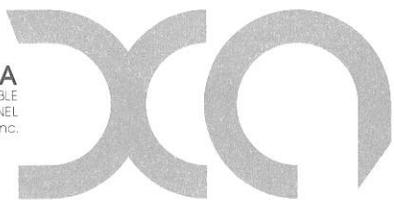


DCA
COMPTABLE
PROFESSIONNEL
AGRÉÉ inc.



CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE

ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2014





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration de CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE, qui comprennent le bilan au 31 mars 2014, ainsi que les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.





Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de l'évolution de l'actif net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

DCA, comptable professionnel agréé, inc.

Saint-Paul-de-Joliette, le 4 juin 2014

¹Par Dominique Collin, FCPA auditeur, CA



CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE
Résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2014

3

	2014	2013
Produits		
Fonds de développement régional (FDR) - Gouvernement du Québec	2 587 090 \$	2 295 573 \$
Subventions - projets spécifiques (annexe A)	4 384 957	2 895 583
Revenus d'intérêts	18 114	21 680
Autres revenus	19 025	24 663
	7 009 186	5 237 499
Charges		
Administration (annexe B)	205 176	186 293
Fonctionnement - projets spécifiques (annexe C)	1 348 951	1 174 379
Instances démocratiques (annexe D)	85 878	94 850
Salaires et charges sociales	707 673	649 117
Subventions aux projets	4 661 508	3 132 860
	7 009 186	5 237 499
Excédent des produits sur les charges	- \$	- \$



CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE
Évolution de l'actif net de l'exercice terminé le 31 mars 2014

4

	Investi en immobilisations corporelles	Non affecté	Affecté (note 8)	2014 Total	2013
Solde au début	54 300 \$	13 367 \$	246 504 \$	314 171 \$	314 171 \$
Excédent des produits sur les charges (insuffisance)	(13 328)	13 328	-	-	-
Investi en immobilisations corporelles	19 388	(19 388)	-	-	-
Solde à la fin	60 360 \$	7 307 \$	246 504 \$	314 171 \$	314 171 \$



	2014	2013
Actif		
Court terme		
Encaisse	2 518 600 \$	3 753 063 \$
Dépôt à terme	-	253 423
Débiteurs (note 3)	605 155	99 651
Frais payés d'avance	3 386	2 748
Subvention payée d'avance	-	10 332
	3 127 141	4 119 217
Immobilisations corporelles (note 4)	60 360	57 000
	3 187 501 \$	4 176 217 \$
Passif		
Court terme		
Créditeurs (note 6)	590 385 \$	532 161 \$
Apports reportés (note 7)	2 282 945	3 327 185
	2 873 330	3 859 346
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	-	2 700
	2 873 330	3 862 046
Actif net		
Investi en immobilisations corporelles	60 360	54 300
Affecté (note 8)	246 504	246 504
Non affecté	7 307	13 367
	314 171	314 171
	3 187 501 \$	4 176 217 \$

Pour le conseil,


 Administrateur


 Administrateur

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE
Flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2014

6

	2014	2013
Activités de fonctionnement		
Excédent des produits sur les charges	-	-
Éléments n'affectant pas la trésorerie:		
Amortissement des immobilisations corporelles	16 028	12 108
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(2 700)	(1 100)
	13 328	11 008
Rentrées afférentes aux résultats	13 328	11 008
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	(1 481 826)	753 883
	(1 468 498)	764 891
Activités d'investissement		
Variation nette du dépôt à terme	253 423	(2 856)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(19 388)	(18 190)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	-	582
	234 035	(20 464)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 234 463)	744 427
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	3 753 063	3 008 636
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	2 518 600 \$	3 753 063 \$



1. Statuts et nature des activités

L'organisme, constitué en vertu de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche a été reconnu par le gouvernement du Québec comme l'instance régionale représentative de la région de Lanaudière en matière de développement régional.

L'organisme a une vocation de coordination et de programmation du développement qu'il assume en partenariat avec le gouvernement du Québec. Conformément à l'entente entre le gouvernement du Québec et CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE, cette dernière s'est engagée à gérer les fonds attribués au Fonds de développement régional, incluant les activités découlant du Fonds d'aide à l'entreprise et toutes autres activités que confierait le Gouvernement à l'organisme.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif du Manuel de CPA Canada et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Utilisation d'estimation

La préparation d'états financiers conformes aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants des actifs et des passifs comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actifs et de passifs éventuels ainsi que sur les montants des produits et des charges comptabilisés. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les fonds en caisse, les soldes bancaires et découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible, ainsi que les placements dans des instruments du marché monétaire, dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, sont considérés comme trésorerie et équivalents de trésorerie.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon les méthodes et les taux annuels suivants:

	Méthode	Taux
Améliorations locatives	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Dégressif	30%
Mobilier et équipement de bureau	Dégressif	20%

Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles

Les apports reportés sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport et sont amortis selon la même méthode que l'immobilisation auxquels ils se rapportent.

2. Principales conventions comptables (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des dépôts à terme et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

3. Débiteurs

	2014	2013
Subventions	575 322 \$	65 060 \$
Taxes à la consommation	29 190	32 272
Autres	643	2 319
	605 155 \$	99 651 \$

4. Immobilisations corporelles

	Coût	Amortis- sement cumulé	2014 Valeur comptable nette	2013
Améliorations locatives	11 090 \$	9 290 \$	1 800 \$	2 400 \$
Matériel informatique	73 352	42 952	30 400	19 400
Mobilier et équipement de bureau	137 259	109 099	28 160	35 200
	221 701 \$	161 341 \$	60 360 \$	57 000 \$

5. Emprunt bancaire

L'organisme dispose d'une ligne de crédit de 250 000 \$, au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins majoré de 1%, renouvelable annuellement. Au 31 mars 2014, cette facilité de crédit était inutilisée.

6. Créditeurs

	2014	2013
Comptes fournisseurs et frais courus	449 580 \$	395 725 \$
Salaires à payer	125 399	125 764
Charges sociales et retenues à la source	15 406	10 672
	590 385 \$	532 161 \$

7. Apports reportés

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées aux différentes activités et au fonctionnement de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	2014	2013
Solde au début	3 327 185 \$	2 795 510 \$
Plus : montant reçu au cours de l'exercice	5 066 298	3 444 311
Moins : montant constaté à titre de produits de l'exercice	(6 110 538)	(2 912 636)
	2 282 945 \$	3 327 185 \$

8. Affectation d'origine Interne

Le conseil d'administration a affecté de actifs nets non affectés pour refléter le surplus disponible du CRDL lors du transfert des actifs à l'organisme CRE lors de sa création en 2004.

L'organisme ne peut utiliser à d'autres fins ces montants grevés d'affectation interne sans le consentement préalable du conseil d'administration.

9. Engagements

L'organisme a renouvelé son bail pour la location de l'immeuble. Cet engagement entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014 et vient à échéance le 30 juin 2024. Les loyers minimums futurs totalisent 1 080 000\$ et comprennent les versements suivants pour les cinq prochains exercices:

2014-2015	76 500 \$
2015-2016	102 000
2016-2017	102 000
2017-2018	102 000
2018-2019	102 000

Conformément à l'entente relative au Fonds de développement régional avec le gouvernement du Québec, le conseil d'administration de l'organisme a approuvé des projets, dont les montants ne sont pas versés au 31 mars 2014, pour un montant de total de 698 708 \$.

De plus, en vertu de projets spécifiques, les engagements de subventions à verser au 31 mars 2014 sont les suivants:

Fonds régional d'investissement jeunesse (annexe E)	295 294 \$
Foresterie - Volet II	147 705
Participation régionale à la mise en valeur des forêts	257 219
Fonds québécois pour l'inclusion sociale	1 253 942

10. Ventilation des charges communes

Les charges directement liées à un programme de subvention sont attribuées à ce programme. Les charges communes sont ventilées en fonction du nombre de postes de travail utilisés.

11. Instruments financiers

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date du présent bilan.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créditeurs.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux subventions à recevoir, qui sont assujettis à des conditions qui doivent être respectées pour en assurer l'encaissement.

Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé à un risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de trésorerie.

Annexe A - Subventions - projets spécifiques

	2014	2013
Aînés	102 959 \$	174 646 \$
Commission des ressources naturelles	550 555	386 818
Concertation régionale - véhicules hors route	61 958	49 624
Condition féminine	94 094	26 151
Culture et communications	58 853	63 759
Économie sociale	83 142	112 819
Égalité Femme Homme	-	21 667
Fonds régional d'investissement jeunesse (annexe E)	924 992	695 235
Forum jeunesse	196 972	195 988
Foresterie - Volet II	439 617	677 449
Maintien accessibilité	-	2 105
Transport collectif régional	-	50 000
Participation régionale à la mise en valeur des forêts	-	39 338
Solidarité et inclusion sociale	1 821 815	313 128
Autres subventions	50 000	86 856
	4 384 957 \$	2 895 583 \$

Annexe B - Administration

Amortissement des immobilisations corporelles	10 610 \$	11 008 \$
Assurances	8 799	8 992
Associations, cotisations et abonnements	8 000	-
Formation et congrès	652	-
Déplacements et représentation	10 598	9 704
Honoraires professionnels	50 089	35 530
Location d'immeuble	71 895	72 403
Papeterie, timbres et impression	24 728	26 351
Publicité	7 316	9 954
Télécommunications	12 489	12 351
	205 176 \$	186 293 \$

Annexe C - Fonctionnement - projets spécifiques

	2014	2013
Administration	111 968 \$	94 640 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	2 700	1 100
Frais directs de projets	343 575	346 847
Salaires et charges sociales	890 708	731 792
	1 348 951 \$	1 174 379 \$

Annexe D - Instances démocratiques

Concertation régionale	17 550 \$	15 375 \$
Déplacements et représentation	883	3 489
Indemnités - conseil	34 396	34 025
Réunions	33 049	41 961
	85 878 \$	94 850 \$

Renseignements complémentaires de l'exercice terminé le 31 mars 2014

Annexe E - Entente - Fonds régional d'investissement jeunesse

	2014	2013
Produits		
Subventions	921 118 \$	712 938 \$
Autres revenus - FRIJ AJS Participation citoyenne	16 325	17 197
Intérêts	13 149	13 589
	950 592	743 724
Charges		
Subventions aux projets	(706 716)	(647 661)
Coût de fonctionnement - AJS Égalité	(113 000)	(96 063)
Coût de fonctionnement - FRIJ AJS Participation citoyenne	(130 876)	-
	- \$	- \$

Variation du poste "Apports reportés"

Solde de début	1 176 822 \$	1 323 223 \$
Encaissement de subventions	462 041	567 834
Revenus d'intérêts	13 149	13 589
Autres revenus des partenaires	17 600	15 900
Déboursés	(950 592)	(743 724)
Solde de fin	719 020 \$	1 176 822 \$
Engagements du Fonds régional d'investissement jeunesse	295 294 \$	407 737 \$

Renseignements complémentaires de l'exercice terminé le 31 mars 2014

Annexe F - Résultats - Forum jeunesse

	2014	2013
Produits		
Subvention du SAJ pour le fonctionnement du Forum	196 972 \$	195 988 \$
Financement provenant de la conférence régionale des élus	14 070	-
	211 042	195 988
Charges		
Charges salariales		
Salaires	124 004	116 213
Contribution de l'employeur	23 154	19 636
Avantages sociaux - Assurances groupes	11 701	11 054
	158 859	146 903
Frais généraux		
Assurances	459	416
Cotisation et abonnement	60	10
Déplacement et représentation	17 671	16 511
Fournitures	1 107	777
Formations	-	1 061
Frais bancaires, comptables, juridiques et autres honoraires professionnels	1 849	1 337
Frais de communications	652	569
Frais de gestion et administration	16 284	13 194
Entretien et réparations	925	354
Loyer	3 342	2 994
Publicité	5 984	6 597
Autres frais	3 850	5 265
	52 183	49 085
	211 042	195 988
Excédent des produits sur les charges	- \$	- \$

Renseignements complémentaires de l'exercice terminé le 31 mars 2014

Annexe G - État des liquidités du Fonds de développement régional au 31 mars 2014

	2014	2013
Encaisse au début	(38 615) \$	256 957 \$
Avances de fonds reçues pendant l'exercice	3 000 000	2 000 000
Liquidités mises à la disposition de la CRÉ	2 961 385	2 256 957
Utilisation des liquidités		
Fonctionnement	980 616	908 579
Subventions versées		
Ententes spécifiques	907 859	710 305
Autres activités	399 116	496 609
Ententes administratives et de partenariats	299 500	180 080
Liquidités utilisées	2 587 091	2 295 573
Encaisse à la fin	374 294 \$	(38 616) \$
Subventions à payer		
Ententes spécifiques	57 579 \$	11 322 \$
Ententes administratives et de partenariats	-	-
Autres activités	-	8 500
	57 579 \$	19 822 \$

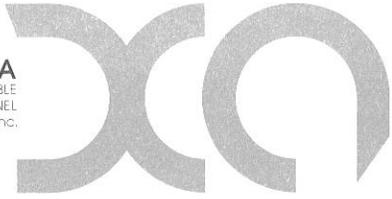
Annexe H - État des engagements du Fonds de développement régional

	Ententes spécifiques	Projets structurants	Autres activités	Ententes administratives ou de partenariats	Total
Engagements non liquidés au début	389 850 \$	-	310 785 \$	127 500 \$	828 135 \$
Nouveaux engagements pris au cours de l'exercice	961 277	-	358 178	264 500	1 583 955
Modifications aux engagements antérieurs	(22 417)	-	(4 490)	(80 000)	(106 907)
Subventions versées au cours de l'exercice	(932 859)	-	(374 116)	(299 500)	(1 606 475)
Engagements non liquidés à la fin	395 851 \$	- \$	290 357 \$	12 500 \$	698 708 \$

Annexe I - État des subventions octroyées (versées) du Fonds de développement régional

	Ententes spécifiques	Projets structurants	Autres activités	Ententes administratives ou de partenariats	Total
Organismes incorporés et sans but lucratif	710 596 \$	- \$	145 805 \$	299 500 \$	1 155 901 \$
Municipalités, communautés urbaines et municipalités régionales de comté	10 664	-	102 890	-	113 554
Coopératives	3 983	-	-	-	3 983
Organismes du secteur public rattachés aux réseaux des domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux, du secteur périmunicipal	107 657	-	114 361	-	222 018
Conseil de bande d'une communauté autochtone de même que les coopératives autochtones fournissant des services à la communauté dans le domaine social, communautaire, culturel ou des loisirs	1 951	-	11 060	-	13 011
Autres	98 009	-	-	-	98 009
Total	932 860 \$	- \$	374 116 \$	299 500 \$	1 606 476 \$

DCA
COMPTABLE
PROFESSIONNEL
AGRÉÉ inc.

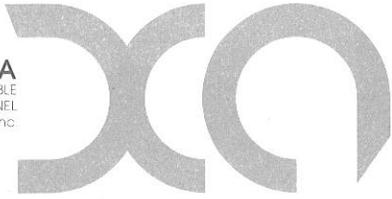


CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2014





AVIS AU LECTEUR

J'ai compilé, à partir des informations fournies par la direction, les renseignements complémentaires de CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE au 31 mars 2014.

Je n'ai pas réalisé une mission d'audit ou d'examen à l'égard de ces renseignements complémentaires et, par conséquent, je n'exprime aucune assurance à leur sujet.

Le lecteur doit garder à l'esprit que ces renseignements complémentaires risquent de ne pas convenir à ses besoins.

DCA, comptable professionnel agréé, inc.

St-Paul-de-Joliette, le 4 juin 2014

¹ Par Dominique Collin, FCPA auditeur, CA



Renseignements complémentaires de l'exercice terminé le 31 mars 2014

(Non-audit  - voir l'avis au lecteur)

Foresterie - Volet II

	2014	2013
Produits		
Subventions	435 906 \$	671 649 \$
Intérêts	3 711	5 799
	439 617	677 448
Charges		
Frais de bureau	-	248
Frais de déplacement	-	986
Frais de gestion et d'administration	-	1 282
Frais de projets	-	19 187
Frais de représentation	-	143
Location d'immeuble	-	1 369
Publicité et informations	-	2 599
Réunions	-	357
Salaires et avantages sociaux	-	32 768
Subventions aux projets	439 617	618 249
Télécommunications	-	260
	439 617	677 448
Excédent des produits sur les charges	- \$	- \$
Variation des apports reportés		
Solde au début	404 752	634 686
Plus: montant reçu au cours de l'exercice	301 995	450 941
Moins: montant constaté à titre de produits de l'exercice	(439 617)	(680 875)
Solde à la fin	267 130 \$	404 752 \$
Engagements	147 706 \$	269 368 \$

Renseignements complémentaires de l'exercice terminé le 31 mars 2014
(Non-audit  - voir l'avis au lecteur)

Commission régionale des ressources naturelles et du territoire (CRRNT)

	2014	2013
Produits		
Subvention - CRRNT - Solde du PAIR	64 566 \$	386 818 \$
Subvention - CRRNT - PDRF Fonctionnement	307 007	
Autres revenus - partenaires	-	6 366
Autres revenus - amortissement	1 600	700
	373 173	393 884
Charges		
Amortissement	1 600	700
Frais de bureau	1 322	745
Frais de déplacement	6 045	3 863
Frais de gestion et d'administration	6 234	3 853
Salaires et charges sociales	265 083	194 182
Frais de projets CRRNT 3 - Solde PAIR	53 083	167 656
Frais de projet CRRNT PDRF	15 205	-
Frais de représentation	1 068	2 119
Location d'immeuble	5 348	4 119
Publicité et informations - CRRNT Solde PAIR	1 769	9 134
Publicité et informations - CRRNT PDRF	1 223	
Réunions	9 715	6 731
Réunions CRRNT PDRF	4 436	-
Télécommunications	1 042	782
	373 173	393 884
Excédent des produits sur les charges	- \$	- \$
Variation des apports reportés		
Solde au début	69 722	92 026
Plus: montant reçu au cours de l'exercice	138 666	367 984
Moins: montant constaté à titre de produits de l'exercice	(373 173)	(390 288)
Solde à la fin	(164 785) \$	69 722 \$
Engagements PAIR	78 241 \$	135 384 \$
Engagements PDRF	178 978 \$	- \$

Programme Participation régionale à la mise en valeur des forêts (PPR)

	2014	2013
Produits		
Subventions - PPR	- \$	39 338 \$
Autres revenus - amortissement	1 100	400
	1 100	39 738
Charges		
Amortissement	1 100	400
Frais de projets	-	39 338
	1 100	39 738
Excédent des produits sur les charges	- \$	- \$
Variation des apports reportés		
Solde au début	13 213	52 551
Plus: montant reçu au cours de l'exercice	-	-
Moins: montant constaté à titre de produits de l'exercice	-	(39 338)
Solde à la fin	13 213 \$	13 213 \$
Engagements	-	-

Renseignements complémentaires de l'exercice terminé le 31 mars 2014

(Non-audit  - voir l'avis au lecteur)

Concertation régionale - Véhicule hors route

	2014	2013
Produits		
Subventions	61 958 \$	49 624 \$
Charges		
Frais de bureau	264	112
Frais de déplacement	708	587
Frais de gestion et d'administration	1 247	579
Frais de projets	1 064	147
Frais de représentation	242	246
Location d'immeuble	1 070	618
Salaires et charges sociales	57 124	47 150
Réunions	31	68
Télécommunications	208	117
	61 958	49 624
Excédent des produits sur les charges	- \$	- \$
Variation des apports reportés		
Solde au début	9 899	59 523
Plus: montant reçu au cours de l'exercice	40 000	-
Moins: montant constaté à titre de produits de l'exercice	(61 958)	(49 624)
Solde à la fin	(12 059) \$	9 899 \$

Renseignements complémentaires de l'exercice terminé le 31 mars 2014

(Non-audit  - voir l'avis au lecteur)

Entente - Solidarité et inclusion sociale

	2014	2013
Produits		
Subventions - Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale	1 821 815 \$	313 128 \$
Subventions - FDR	10 000	10 000
	1 831 815	323 128
Charges		
Frais de bureau	330	269
Frais de déplacement	1 711	2 600
Frais de gestion et d'administration	1 558	1 394
Frais de projets	10	3 181
Frais de représentation	-	137
Location d'immeuble	1 337	1 490
Publicité et informations	75	1 795
Subventions aux projets	1 748 774	221 818
Salaires et charges sociales	75 803	80 904
Réunions	1 956	9 257
Télécommunications	261	283
	1 831 815	323 128
Excédent des produits sur les charges	- \$	- \$

Variation des apports reportés

Solde au début	1 430 269	(33 493)
Plus: montant reçu au cours de l'exercice	1 096 406	1 786 890
Moins: montant constaté à titre de produits de l'exercice	(1 831 815)	(323 128)
Solde à la fin	694 860 \$	1 430 269 \$
Engagements	1 253 942 \$	447 283 \$

Entente spécifique Immigration

	2014	2013
Produits		
Subventions - immigration / FDR	34 278 \$	28 918 \$
Charges		
Salaires et charges sociales	30 564	27 698
Frais de déplacement	210	62
Frais de représentation	60	14
Réunions	77	51
Frais de bureau	317	78
Location d'immeuble	1 283	432
Télécommunications	250	82
Frais de projets	20	97
Frais de gestion et d'administration	1 497	404
	34 278	28 918
Excédent des produits sur les charges	- \$	- \$
Variation des apports reportés		
Solde au début	3 837	3 837
Plus: montant reçu au cours de l'exercice	34 278	28 918
Moins: montant constaté à titre de produits de l'exercice	(34 278)	(28 918)
Solde à la fin	3 837 \$	3 837 \$

Entente spécifique Ains s

	2014	2013
Produits		
Subventions - Entente spécifique Ains�s / MSSS-SA	102 959 \$	174 646 \$
Subventions - Entente spécifique Ains�s / FDR	92 465	30 844
	195 424	205 490
Charges		
Frais de bureau	793	403
Frais de déplacement	652	761
Frais de gestion et d'administration	3 741	2 085
Frais de projets	6 871	628
Frais de représentation	68	25
Location d'immeuble	3 209	2 227
Publicité et informations	7 148	-
Réunions	3 881	79
Subventions aux projets	64 517	106 833
Salaires et charges sociales	103 919	92 026
Télécommunications	625	423
	195 424	205 490
Excédent des produits sur les charges	- \$	- \$
Variation des apports reportés		
Solde au début	42 997	98 643
Plus: montant reçu au cours de l'exercice	122 215	149 844
Moins: montant constaté à titre de produits de l'exercice	(195 424)	(205 490)
Solde à la fin	(30 212) \$	42 997 \$